

COMPTES RENDUS — BOEKBESPREKINGEN
BOOK REVIEWS

ROUSSEAU, C., *Droit international public*, tome I, *Introduction et sources*, Paris (Sirey), 1970, 464 p.

Le premier tome du *Traité de droit international public* du professeur Rousseau qui vient de sortir de presse chez Sirey sera bien accueilli par les théoriciens et praticiens du droit des gens.

Ayant pour sous-titre « Introduction et sources », l'ouvrage couvre très exactement le champ du premier tome des « Principes généraux du droit international public » paru en 1944. Les deux tomes suivants appelés à compléter le traité et qui sont en préparation, seront intitulés, l'un « La société internationale », l'autre, « Les relations internationales ». Il faut féliciter l'auteur d'avoir résisté à la tentation d'achever et de publier les deux derniers volumes du traité commencé il y a vingt-sept ans sans avoir préalablement remis sur le métier celui déjà paru et qui, inévitablement, se trouvait sur plusieurs points dépassé par les profonds changements survenus dans la société internationale. Même le « Droit international public » en un volume, publié par l'auteur en 1953 à l'intention des étudiants de licence, présentait pour le lecteur moderne l'inconvénient de n'avoir pu tenir compte, dans l'importante matière du droit des traités, de la nouvelle convention y relative.

Il s'agit donc, comme il est signalé dans l'avant-propos, beaucoup moins d'une nouvelle édition de l'ouvrage déjà paru que d'une refonte. Fidèle à sa conception initiale d'« exposer le droit en vigueur sur la base de la pratique existante », l'auteur se devait d'adapter son enseignement au développement des relations internationales, à la prolifération du droit conventionnel et au foisonnement des interprétations doctrinales, et il y a magistralement réussi.

Sans doute, les thèses défendues ne rencontrent-elles pas toujours l'adhésion générale. Personnellement, je ne peux que regretter l'approbation apportée sans réserves par l'auteur (par. 130 et 131) au rejet en 1969 par la délégation française à la Conférence de Vienne sur le droit des traités, de la notion du *jus cogens*.

La « conséquence inéluctable » de l'adoption de l'article 53 serait — expose l'auteur — « d'offrir aux Etats un nouveau moyen de se soustraire unilatéralement à leurs obligations conventionnelles en invoquant la nullité d'un traité pour non-conformité à un *jus cogens* resté informulé ».

N'est-ce pas là sous-évaluer l'importance de l'article 66 de la Convention ? Celui-ci tend précisément à décourager les gouvernements qui seraient tentés de faire de l'exception de nullité un usage abusif en leur imposant, au terme de leurs négociations, l'acceptation sur ce point d'un règlement arbitral ou judiciaire.

Sans doute, les adversaires du *jus cogens* font-ils valoir que cette notion manque de contours précis en sorte que son appréciation par un organe juridictionnel serait elle-même une aventure périlleuse.

Que la notion d'ordre public international n'ait pas de contours précis est chose non douteuse mais il en va ainsi de la coutume ou des principes généraux du droit, voire dans le droit interne de ce même principe d'ordre public qui fixe une limite à la liberté contractuelle des personnes privées. Et comment perdrait-on de vue qu'en rejetant la notion de *ius cogens* par souci de sécurité juridique, on expose les instances judiciaires internationales saisies de différends relatifs à l'application d'un traité au risque d'avoir à concourir à cette application, alors même que l'objet du traité leur paraîtrait manifestement contraire à l'ordre public international !

Au moment où — du moins dans la jurisprudence de nombreux pays d'Europe occidentale — la primauté du droit international sur le droit interne a reçu des reconnaissances éclatantes de la part des juridictions nationales, on ne peut se défendre d'une certaine déception devant le refus persistant d'une partie du monde juridique occidental de reconnaître l'existence d'une semblable supériorité hiérarchique aux règles du droit international général par rapport aux obligations naissant de conventions particulières.

Ceci dit, reconnaissons que la rigueur de l'opposition marquée par M. Rousseau à l'article 53 de la Convention de Vienne est sérieusement atténuée par la position qu'il adopte à l'égard du problème connexe de la contrariété des traités et plus spécialement en ce qui concerne le conflit entre une règle conventionnelle générale et une règle conventionnelle particulière. Précisant l'opinion déjà avancée en 1946, il écrit (p. 162) : « Entre le maintien de la règle *pacta sunt servanda* et les exigences d'un ordre public international supérieur à l'accord de volonté des sujets de droit, il y a une antinomie impossible à résoudre. » Et il conclut en dénonçant l'obstacle insurmontable que constitue à cet égard « une conception purement volontariste et contractuelle des rapports inter-étatiques à toute solution *rationnelle* du problème ». Comme l'auteur est loin d'être un adepte des conceptions purement volontaristes et contractuelles quant au fondement de la force obligatoire du droit des gens, il semble permis d'espérer qu'il prendra place un jour avec la majorité des juristes parmi les partisans de l'article 53 de la Convention sur le droit des traités, fût-ce en limitant sa reconnaissance d'une supériorité hiérarchique à la Charte des Nations Unies et à certaines règles conventionnelles générales.

Si j'ai cru devoir m'attarder ainsi sur un point qui me tient particulièrement à cœur et où je ne peux souscrire à la thèse exposée par l'auteur, cela n'enlève rien à ma haute appréciation de la valeur de l'ouvrage qui vient de sortir de presse.

Le lecteur y trouvera, après un bref exposé des controverses classiques sur la nature et le fondement du droit international, des données claires et précises sur les innombrables questions qui ont surgi depuis cinquante ans au sujet des sources du droit international.

Près des deux tiers du volume sont consacrés au droit des traités si profondément rénové par la Convention de Vienne, mais un soin non moins grand a été apporté à la coutume et aux sources subsidiaires, à savoir les principes généraux du droit, l'équité, certains actes unilatéraux et les résolutions des organisations internationales.

Enfin, la présentation de l'ouvrage est à louer sans réserves : d'abondantes notes bibliographiques placées en tête de chaque chapitre ont permis à l'auteur de réduire au minimum celles de bas de pages et aussi d'élaguer les développements très détaillés qui eussent rendu la lecture du traité moins aisée.

Ainsi, l'étudiant pourra se familiariser aisément avec l'ensemble de la matière traitée tout en recevant les indications désirables pour l'étude approfondie de certaines questions, et en les situant aisément dans l'ensemble du droit des gens.

Si nous ajoutons qu'un cartonnage élégant facilite le maniement de l'ouvrage, on comprendra que celui-ci ne tardera pas à occuper une place de choix parmi les traités généraux de notre discipline.

DHOKALIA, R.P., *The Codification of Public International Law*, (Manchester U. Press), 1970, 367 p.

In dit werk analyseert de auteur een van de belangrijkste fasen in de groei van het internationaal recht, nl. de vervanging door gecodificeerde regels van de gewoonterechts-principes. Aldus ontstaat volgens hem een stabiliteit en wordt de effectiviteit verhoogd van het multinationalaal rechtssysteem. Alleen de versnelling van dat codificatieproces kan vooruitgang betekenen tegenover het weinig preciese van de niet gecentraliseerde of individuele initiatieven die op gouvernementeel of niet gouvernementeel vlak genomen worden.

Het is vooral een historische studie, waarin drie grote delen kunnen onderscheiden worden. Het eerste is een historische kijk op de evolutie van het begrip « wereldorganisatie », waarbij lang wordt stilgestaan bij individuele initiatieven, zowel als bij het georganiseerd vredeswerk. Een tweede deel betreft individuele initiatieven van codificatie, waarin het overzicht van de activiteiten van organismen als het Institut de droit international, de International Law Association en de American Society of International Law wel een interessant geheel vormt. Verder zijn daar in opgenomen de verschillende officiële pogingen tot codificatie, waaronder de Haagse Vredesconferenties en de periode van de Volkenbond.

Het belangrijkste hoofdstuk is gewijd aan de codificatiearbeid die geschiedt onder de auspiciën van de Verenigde Naties door de International Law Commission. Een zorgvuldige en volledige uiteenzetting wordt gegeven van ontstaan, rol, werking en resultaten van dit organisme.

Dit werk heeft alleen maar de pretentie een kijk te geven op de evolutie van de codificatie-gedachte. Dit gebeurt dan ook op een vlotte wijze, met een leesbare tekst, volledig qua inhoud en technisch verzorgd, hoewel de afwezigheid van bibliografie storend werkt. Men heeft vlug de indruk dat wel meer over deze problemen geschreven werd.

De auteur beschouwt de codificatie als een heil voor de ontwikkeling van het Volkenrecht. Vertekkend van het relatief groot succes van de International Law Commission, stuurt hij aan op nieuwe onderwerpen van een procedure voor codificatie, zonder pasklare oplossing echter en zonder appreciatie van de graad van « gemakkelijk van consensus » van de nog resterende onderwerpen. Weinig of geen aandacht wordt trouwens besteed aan het dilemma : traagheid van codificatie vs. snelle feitelijke evolutie van de internationale betrekkingen.

Het boek heeft uiteindelijk meer waarde als volledige en overzichtelijke historische evolutie van de codificatie in het Volkenrecht. Een bijdrage tot de evolutie van het Volkenrecht is het wel veel minder.

Prof. B. De Schutter

LATHAM BROWN, D.J., *Public International Law* (Concise college textst), London (Sweet & Maxwell), 1970, 295 p.

Deze uitmuntende basisstudie inzake internationaal publieke recht, geeft in een eenvoudige taal een bondig, doch duidelijk overzicht van de voornaamste grondbeginselen van het internationaal recht. Het verklaart kort en precies wat het is, hoe het is ontstaan, hoe het werkt en welke beperkingen deze materie begrenzen. Indirect geeft de auteur dus tevens weer wat van de regelende werking van deze rechtstak mag verwacht worden, maar hij bepaalt ook — wat nog belangrijker is — wat van het internationaal recht niet kan verhoopt worden.

Voorafgegaan door een uitgebreide, overzichtelijke tabel van cases en incidenten, verwerkt in de studie, en een alfabetische lijst van ontwerpen, resoluties, declaraties en conventies, die in de loop van het werk vermeld worden, krijgt dit boek vnl. het aspect van een waardevolle handleiding bij de studie van het internationaal recht. Bovendien werd de

ongewone rangschikking der behandelde thema's, die enige verwarring bij de lezer zou kunnen verwekken, handig opgevangen door een uitgebreid zakenregister.

In dit werk dient de lezer geen detailinformatie te zoeken. De auteur heeft zijn opzet beperkt tot de uiteenzetting van grote principes. Anderzijds geeft hij de doctrine weer in haar concrete werking, door de analyse van de Statenpraktijk, zoals deze tot uiting komt in de handelingen van de Staatsambtenaren. Daar bepaalde belangrijke onderdelen van dit werk, in meer of mindere mate, werden uitgediept, krijgt het tevens een zeker perspectief en een merkwaardig karakter van nauwgezetheid. Daar titels en ondertitels ontbreken en de topics op onorthodoxe wijze gerangschikt werden, dient het geheel echter gelezen als een doorlopende verhandeling.

Volgens L. Brown kan het internationaal recht enkel begrepen worden in zijn zgn. « natuurlijke omgeving » : de geschiedkundige achtergrond en de tussenstaatse betrekkingen, dwz. in het kader van het contact tussen historische gegroeide entiteiten, bekleed met een enorme macht. Het internationaal recht mag volgens de schrijver eveneens niet beschouwd worden vanuit extreme gezichtshoeken. Hij betracht tussen de optimistische verheerlijking en de pessimistische ongelovigheid een objectieve middenweg te volgen inzake deze materie. De auteur benadert zijn onderwerp met een voorzichtig vertrouwen, getemperd door een gematigd scepticisme. Daardoor zet dit werk de lezer aan tot nadenken en stimuleert het hem tot discussie. Het doet niet meer dan informatie en argumenten geven. Wij mogen nochtans besluiten dat de schrijver ruimschoots is geslaagd in zijn opzet : een degelijk werkinstrument te scheppen voor al wie begaan is met de studie van het internationaal recht.

Y. Van de Steen

NATIONS UNIES, *Annuaire juridique 1967*, New York, 1969, 484 p. et *Annuaire juridique 1968*, New York, 1970, 318 p.

Cette excellente publication — au coût modeste — des Nations Unies (voir un précédent compt rendu, cette *Revue*, 1970, 394) est devenue un instrument de travail indispensable pour le juriste qui s'occupe du droit international ou du droit de l'O.N.U. et des organisations qui lui sont reliées.

Rappelons les différentes sections de cette publication : les textes législatifs puis les dispositions conventionnelles concernant la famille des Nations Unies. Ensuite les décisions, recommandations et rapports de caractère juridique émanant de l'O.N.U. et des organismes reliés ainsi que les traités conclus sous leurs auspices. Viennent alors les sommaires des décisions du tribunal administratif de l'O.N.U. et de celui de l'O.I.T. Une sélection d'avis juridiques des secrétariats des mêmes organisations. L'ouvrage se clot sur un répertoire des questions juridiques traitées par ces organisations ainsi que sur une bibliographie qui leur est relative.

Nous avons épinglé — très subjectivement — les documents suivants que nous mentionnons plus à titre d'illustration qu'autre chose. Dans l'*Annuaire* de 1967 : un échange de lettres constituant un accord entre l'O.N.U. et l'Italie relatif au règlement de réclamations présentées contre l'O.N.U.C. par des ressortissants italiens, signées à New York le 18 janvier 1967; l'extrait d'un rapport du Secrétaire général sur le retrait de la F.U.N.U.; les échanges de notes entre l'O.N.U. et la B.I.R.D. à propos des sanctions contre la Rhodésie; le rapport de la Sixième Commission sur les principes du droit international touchant les relations amicales, les multiples démêlés de *Jurado* avec l'O.I.T.

Dans l'*Annuaire 1968* : l'accord U.N.R.W.A. — Israël du 14 juin 1967; le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité; un avis sur l'applicabilité automatique de l'article 19 de la Charte et de nombreuses questions de privilèges et immunités.

J.S.

FRIEDMANN, W., *De l'efficacité des institutions internationales*, Paris, Armand Colin (Collection U), 1970, 199 p.

Dans cet ouvrage qui vaut à la fois par sa lucidité, son objectivité et la finesse de son analyse, M. W. Friedmann s'attache à dresser une sorte de bilan des institutions internationales et à dégager la signification et le rôle du droit international dans le monde contemporain. Quoique sans illusions, l'auteur démontre la fausseté d'une opinion trop largement répandue pour laquelle le droit international se limiterait à une collection de vœux pieux dépourvus d'effets sur le comportement des Etats. En effet, il rejette la conception étriquée qui nie l'existence de la règle de droit en l'absence de sanctions et il montre, au contraire, combien le droit international comporte de normes qui, malgré l'inexistence d'un système de répression, sont largement respectées par la communauté internationale. Cette clairvoyante mise au point ne procède pas d'un optimisme exagéré car M. Friedmann s'applique aussitôt à définir les principales insuffisances du droit international contemporain. Ainsi est-il amené à analyser l'allégeance nationale qui l'empêche presque toujours sur le respect de l'ordre juridique international, la dénaturation du droit international en cas de conflit, le défaut d'autorité impartiale apte à résoudre les conflits internationaux, l'absence de mécanisme international de modification du droit, les lacunes du droit international qui tiennent à ses origines et à la structure de la société internationale. Parmi celles-ci, l'auteur se penche particulièrement sur le divorce existant entre le principe juridique de l'égalité souveraine des Etats et les réalités politiques et sur l'imprécision des règles de droit international devant les conflits d'ordre interne à incidence internationale. Le tableau se complète d'un exposé consacré aux menaces pesant actuellement sur l'universalité du droit international, menaces naissant des conflits idéologiques et de la division du monde entre nations riches et pays sous-développés.

Dans la seconde partie de son livre, consacrée au droit international face à l'avenir de l'humanité, M. Friedmann analyse comment l'Organisation des Nations Unies a échoué dans l'édification d'un système de sécurité collective et comment elle a été relayée à cet égard, avec plus ou moins de succès, par des organisations régionales. Mais il n'en reste pas moins vrai que l'Organisation mondiale reste indispensable à tous les Etats — même aux plus grands — car elle constitue la seule institution relativement neutre où il soit possible de désamorcer des situations explosives. Particulièrement éclairant se révèle le chapitre intitulé « Coopération internationale et bien-être de l'humanité » où l'auteur montre combien l'humanité est aujourd'hui confrontée avec l'alternative « coopération ou concurrence ». Après avoir exposé le développement de la coopération internationale dans le domaine économique, M. Friedmann analyse avec beaucoup de pénétration le problème de l'exploitation des ressources de la mer. Là aussi l'humanité a le choix « entre, d'une part, l'organisation et l'utilisation en commun des ressources inexploitées de l'océan et, d'autre part, une compétition de plus en plus fiévreuse entre les nations en vue de la division des océans en secteurs qui seraient la propriété des Etats, à titre exclusif et à des fins concurrentielles ». L'auteur relève les obstacles juridiques, politiques, stratégiques, économiques, techniques... qui entravent la mise au point d'une solution dont bénéficierait l'ensemble de l'humanité et plus particulièrement les Etats les moins favorisés. Malgré l'intérêt soulevé par la proposition Pardo, on ne peut guère nourrir d'optimisme à cet égard lorsqu'on note l'opposition des Etats industrialisés de l'Occident et des pays du bloc socialiste à la création d'une organisation internationale chargée du contrôle des ressources du lit de la mer. Le désaccord existant sur les limites de la juridiction nationale se révèle aussi peu encourageant. Le livre s'achève sur un tableau rapide de la protection des droits de l'individu.

En conclusion, M. Friedmann constate que si le droit international « a bien réagi » en présence d'une certaine nombre de situations nouvelles, cela reste néanmoins très insuffisant et les efforts doivent se multiplier pour arriver à la création d'institutions régionales ou universelles efficaces capables de répondre à toute une série de besoins spécifiques : c'est, pour l'humanité, une question de survie. Sur cet avertissement s'achève ce livre particulièrement

rement enrichissant puisque, par ses observations lucides et ses analyses pénétrantes, il ne peut qu'inciter le lecteur à la réflexion.

Michel Vincineau

HALDERMAN, J.W., *The United Nations and the Rule of Law, Charter development through the Handling of International Disputes and Situations*, Dobbs Ferry, New York (Oceana Publications), 1966, 248 p.

Het hoofdthema van dit werk is de studie van de bevoegdheid en de bekwaamheid der Verenigde Naties geschillen te beslechten, en te pogen de thans anarchische structuur der internationale betrekkingen, een middeleeuws overblijfsel, te onderwerpen aan de ordenende en regelmatige werking van een dynamisch en aangepast rechtssysteem. De waarschijnlijkheid van de spreiding der nucleaire wapens, die het risico van een accidentele atoomoorlog doet stijgen, toont overduidelijk de noodzaak van de uitwerking van een modern rechtssysteem aan. Steeds hebben de Verenigde Naties betracht als Kaderorganisme voor de verwezenlijking van deze doeleinden te fungeren. Wanneer de Wereldorganisatie echter onbekwaam bleek de moeilijkheden tussen Oost en West, die tot de koude oorlog uitgrocien, op te lossen, scheen de mislukking van de U.N.O. in haar fundamentele taak manifest. Niettemin beschouwt de auteur de Verenigde Naties nog steeds als de meest logische en vruchtbare basis, waarop de internationale vredesbetrachtingen der volkeren kunnen stoelen. De Wereldorganisatie blijft inderdaad op dit domein van bijzonder belang, daar zij, ingeval van mislukking van alle andere middelen tot vreedzame beslechting van geschillen, de laatste kans op het afwenden van een wereldconflict uitmaakt. De auteur heeft dan ook een nauwgezet onderzoek gewijd aan de mechanismen die te San Francisco werden uitgewerkt tot de handhaving der internationale vrede en veiligheid. Parallel hiermee dient z.i., geijverd voor de gestadige ontwikkeling van het wereldgeweten, die deze taak van de Organisatie der Verenigde Naties de nodige ruggesteun dient te geven.

In een van de eerste hoofdstukken behandelt de schrijver de geschillen en toestanden waarbij het U.N.O.-recht, vervat in het Handvest, betrokken is en bestudeert vervolgens de rechterlijke en quasi-wetgevende macht waarmee de V.N. werden bekleed. Naderhand maken de collectieve maatregelen die de Verenigde Naties kunnen nemen, in hun functie van orgaan tot vreedzame regeling van conflicten, het voorwerp van zijn onderzoek uit. John W. Halderman laat tevens niet na een grondige analyse uit te werken van de beslissingen en dwangmaatregelen die de U.N.O. kan treffen inzake de bescherming van de rechten van de mens, afgewogen aan het zelfbeschikkingsrecht der volkeren en naties. Tenslotte worden de laatste hoofdstukken van dit waardevol boek gewijd aan een verhelderende studie van de bevoegdheden der A.V. en de V-Raad bij de toepassing van collectieve maatregelen en aan een aantal verwarringstichtende noties als de aanbeveling, de operaties tot vredeshandhaving en de toelaatbaarheid (« permissiveness »).

Gans het werk is doordrenkt van de idee, dat de voortdurende onzekerheid en rivaliteit tussen de grootmachten, het totaal ontbreken van enige systematiek in de internationale betrekkingen, en de hopeloos anarchische toestand waarin deze zich bevinden, zo spoedig mogelijk dienen opgevangen door de vestiging van de heerschappij van het recht. Een eerste aanpassing in die richting, zou de bevordering van een evolutieproces van het Handvest, uitmondend in een constitutionele ontwikkeling, uitmaken.

Dit zou toelaten te verhelpen aan de te breed gedefinieerde principes, vervat in het Charter, die de meest verscheidene interpretaties van deze grondstellingen toelaat. Een ander belangrijk steunpunt tot de invoering van het internationaal recht als basis voor de internationale betrekkingen, bestaat erin, die zaken die tot dusver als van politieke aard werden beschouwd, thans binnen het wettelijk of constitutioneel kader onder te brengen. In de internationale relaties ontbreekt inderdaad de regelende werking van een constitutioneel kader, dat de

ationale politieke praxis regelt. De auteur verzet zich scherp tegen de gebruikelijke houding dat de internationale politiek op generlei wijze zou kunnen of *mogen* onderworpen worden aan een bepaalde juridische regeling of beperking. Wanneer men aanvaardt dat al wat de partijen bij een geschil niet *willen* onderwerpen aan een juridische regeling, buiten het rechtsdomein valt, dient men te beseffen dat dergelijke houding een ernstige bedreiging voor de vrede inhoudt. Daarom ligt aan de basis van dit werk een dynamische, evolutieve conceptie van het recht, dat in steeds ruimere mate materies zou dienen te regelen die voordien overgeleverd waren aan het vrij spel der politieke machten. Het is de rol van de Verenigde Naties een soepel normensysteem uit te werken, dat zoveel mogelijk instemming zou vinden, en tevens de toepassingsmodaliteiten van deze regels te voorzien. De schrijver beklemtoont bovendien noodzaak de wereldopinie voor deze zienswijze te winnen, teneinde de nodige instemming en druk te bekomen, tot de uitbouw van een soepel rechtssysteem vatbaar voor aanpassing ngl. de verschillende situaties, zodat dit, in overeenstemming met de voortdurende wijzigende politieke realiteit de vrede en veiligheid kan handhaven in een steeds veranderende wereld. Deze voortreffelijke studie, gebaseerd op een aantal concrete U.N.O.-werkzaamheden en cases, toont op onweerlegbare wijze aan, dat mits een doorlopende aanpassing, het internationaal recht een heilzame regelende rol kan vervullen op het vlak der internationale betrekkingen. Een wereldorganisatie als de U.N.O., zou aldus de basis uitmaken van de toekomstige heerschappij van het recht, mits ook zij het instrumentarium waarover zij daartoe beschikt, aanpast aan de nieuwe regels die de internationale betrekkingen zijn gaan beheersen.

Y. Van de Steen

WEBER, H., *Der Vietnam-Konflikt - bellum legale?* Die Rechtspflichten der Staaten unter dem Gewaltverbot der U.N.-Charta. Werkheft 6 der Forschungsstelle für Völkerrecht und ausländisches öffentliches Recht der Universität Hamburg, Hamburg, 1970 (in Kommission beim Alfred Metzner Verlag, Frankfurt a. M. und Berlin), 336 p.

Die Arbeit ist das Ergebnis einer mehrjährigen Forschungstätigkeit, die der Autor als Referent an der Hamburger Forschungsstelle für Völkerrecht dem Vietnamproblem gewidmet hat. Hermann Weber behandelt in seinem Buch die völkerrechtlichen Fragen, die der Vietnam-Konflikt aufgeworfen hat angesichts der Tatsache, daß die U.N.-Charta in Artikel 2 seit nunmehr über einem Vierteljahrhundert allen Staaten, seien sie nun U.N.-Mitglieder oder nicht, die Anwendung von Gewalt untereinander verbietet, ohne daß die beteiligten Staaten sich diese Rechtspflicht uneingeschränkt zu eigen gemacht haben. Da die in der Arbeit Webers angeschnittenen und abgehandelten Fragen trotz ihrer Fallbezogenheit immer in einen übergeordneten Zusammenhang gestellt werden, verdient das Werk auch über den konkreten Konflikt hinaus Beachtung.

Der Autor führt den Leser zunächst in die Problematik des Kriegsbegriffes ein, der, ausgehend von der *bellum iustum*-Lehre des ausgehenden Mittelalters, in hohem Maße ideologiebehaftet war, mit der beginnenden Aufklärung dann verrechtlicht wurde und heute einer weitgehenden Ächtung unterworfen ist, ohne daß jedoch bereits wirksame Regeln der friedlichen Konfliktlösung bestehen. Dabei wird das Bemühen Webers deutlich, den Kriegsbegriff immer in seiner engen Verbundenheit mit den geistigen Strömungen und den politischen Auffassungen der jeweiligen Zeitepoche zu zeigen.

Der Hauptteil der Arbeit gliedert sich in drei Abschnitte. Im ersten Abschnitt wird an Hand der jüngeren Geschichte Vietnams die Frage im einzelnen untersucht, inwieweit sich Nord- und Südvietnam als « Staaten » im Rechtssinne gegenüberstehen, inwieweit das Gewaltverbot der U.N.-Charta auf solche Gebilde wie Nord- und Südvietnam anwendbar ist, was der Begriff der zwischenstaatlichen Gewalt beinhaltet und inwieweit dieser Begriff

allgemeine Anerkennung gefunden hat. Der zweite Abschnitt ist der Frage gewidmet, ob der Vietnamkonflikt aus einem « Bürgerkrieg » in Südvietnam hervorgegangen ist, welche Voraussetzungen das Völkerrecht an diesen Begriff knüpft, ob diese Voraussetzungen von der F.N.L. erfüllt werden und welche Meinungen hierzu in der Literatur vertreten werden. Des weiteren wird die Frage untersucht, inwieweit das Gewaltverbot den Bürgerkrieg sowie die Teilnahme dritter Staaten an einem fremden Bürgerkrieg erfaßt, welche Anforderungen das traditionelle Völkerrecht an den Bürgerkrieg stellt, wenn es ihn als internationalen Konflikt qualifiziert, und inwieweit diese Regeln heute noch angewendet werden können. Im dritten und letzten Abschnitt wird die militärische Eskalation, wie sie in der Aufnahme der Luftangriffe gegen Nordvietnam ihren Ausdruck gefunden hat, einer rechtlichen Beurteilung unterzogen. Vor dem politischen und historischen Hintergrund der Eskalation werden die Fragen der rechtlichen Zurechenbarkeit dieser Aktion, ihrer Rechtmäßigkeit als Selbstverteidigungsmaßnahme unter Einschluß der Problematik eines sogenannten Rechts der materiellen Selbstbehauptung sowie der Methode der Rechtsausübung (Grundsatz der Beachtung der Verhältnismäßigkeit, Unterscheidung zwischen « bewaffneten Angriff » und « Subversion ») behandelt.

Die Arbeit zeichnet sich durch weitgehende Objektivität und sorgfältige Durchdringung aller relevanten Sach- und Rechtsfragen aus. Sie ist, wo auf besonders hinzuweisen ist, auch durch die später bekannt gewordenen Pentagon-Papers nicht widerlegt worden.

Max Ivers Kehden, Hamburg

CARREAU, D., *Le Fonds monétaire international*, Paris (A. Colin), Collection U, 1970, 270 p.

Dans ce livre extrêmement intéressant, M. D. Carreau, après une introduction historique, expose avec beaucoup de clarté quels sont les rouages du Fonds monétaire international et comment ils fonctionnent. Il décrit ensuite l'activité de cette institution spécialisée, ce qui l'entraîne à analyser le fonctionnement de l'ensemble du système monétaire international. La tâche était ardue et complexe et l'on peut se réjouir de la façon dont l'auteur l'a menée à bien. En effet, il réussit à rendre compréhensibles des notions et des problèmes extrêmement techniques dont, trop souvent, l'étude n'est destinée qu'à un cénacle restreint de spécialistes. C'est dire s'il fait œuvre utile à une époque où les problèmes monétaires prennent l'acuité que l'on sait. Voici donc un livre qui prend bonne place dans une collection qui s'attache avec bonheur à réunir des contributions de haute qualité.

M.V.

Recueil des sentences arbitrales, Nations Unies, volume XVI, United Nations Publication, 1969.

Le volume XVI de cette collection désormais classique comporte les textes des sentences arbitrales suivantes, publiés en langue originale et précédés de notes sommaires bilingues français-anglais : affaire des *propriétés séculaires allemandes en Israël*, affaire concernant l'*interprétation de l'accord sur les services de transport aérien entre les Etats-Unis et la France* et affaire concernant l'*interprétation de l'accord sur les services de transport aérien entre les Etats-Unis et l'Italie*, affaire de la *frontière entre l'Argentine et le Chili*, quelques décisions de la Commission de conciliation franco-italienne concernant les différends *opere pie* et *Dufet et Gigandet et autres*, de la Commission italo-américaine : *De Pascale, De Leon, Giorgi Uzielli et Droutzkoj*, et enfin de la Commission italo-néerlandaise : affaire relative à une *quantité d'or revendiquée par les Pays-Bas*.

Ne serait-il pas temps que le Recueil qui paraît quelque peu à bout de souffle, à défaut

d'arbitrages récents, remonte dans le temps ? Les anciens arbitrages sont repris dans des collections introuvables ou hors de prix.

Le service juridique de l'O.N.U. ne pense-t-il pas à faire un bon index cumulatif des 16 premiers volumes de la collection. Ceci en rendrait plus aisée la consultation.

J.S.

ALDER, C., *Koordination und Integration als Rechtsprinzipien*. Ein Betrag zum Problem der derogatorischen Kraft des europäischen Gemeinschaftsrechts gegenüber einzelstaatlichem Recht, Bruges (De Tempel), 1969, Onder de leiding van het Collège d'Europe. In « Cahiers de Bruges », N.S. 23, (XXXIII + 344 blz.).

Koordination und Integration als Rechtsprinzipien behandelt het probleem van de derogatorische kracht van het Europese gemeenschapsrecht tegenover het nationale recht van de afzonderlijke staten en in vergelijking met de stelsels van andere internationale economische overeenkomsten en organisaties. Het is de bedoeling van de auteur daarbij uit te gaan, niet zoals vaak gebruikelijk — van het formele, maar wél van het materiële, het van kracht zijnde recht, van de internationale economische organisaties enerzijds en van de Europese Gemeenschappen anderzijds; hij spreekt hier typerend respectievelijk over « coordinatie » en « integratie ».

Het eerste deel van de studie is meer theoretisch opgevat. Het omvat de ontleding van de bestaande literatuur over de derogatorische kracht van het Europese Gemeenschapsrecht; twee concepties treden in dit verband op de voorgrond, namelijk de « federalistische » en de « dualistische ». Alder formuleert hierbij het cruciale probleem van de uitgangspunt aldus : « Haben sich die Mitgliedstaaten der Gemeinschaften (...) mit dem Abschluss der Verträge von Paris und Rom ihrer rechtlichen Entscheidungsmacht zugunsten der Gemeinschaften teilweise begeben und dem Gemeinschaftsrecht derogatorische Kraft gegenüber Widersprechenden staatlichem Recht verlichen, wie das die Anhänger der bundesstaatlichen Konzeption behaupten ? Oder sind die Mitgliedsstaaten, wie die "Dualisten" meinen — letztlich doch Herr im eigenen Hause geblieben mit der Folge, dass der einzelstaatliche Richter Gemeinschaftsrecht nur insoweit anzuwenden hat, als ihm dies das nationale Recht gebietet ? »

In het tweede deel tracht de auteur deze vragen te beantwoorden rekening gehouden met de feitelijke doelstellingen en grondbeginselen van de gemeenschapsverdragen, methodologisch gezien én in vergelijking met de materiële doelstellingen en beginselen van het georganiseerde internationaal economisch recht, met name dit van G.A.T.T., O.E.C.D., E.F.T.A., I.M.F., e.a. Dit brengt kwalitatieve verschillen tussen beide normatieve systemen aan het licht; op die basis kan men het beginsel van de derogatorische kracht van het gemeenschapsrecht t.o.v. het nationale recht afleiden uit de bijzondere aard van het materieel-rechtelijke oogmerk van de gemeenschapsverdragen.

De auteur komt tot de persoonlijke konklusie dat men met het integratiebeginsel in Europa tot en gewilde materiele rechtelijke integratie kan komen, die in het internationaal bestel haar gelijke niet heeft. De volkenrechtelijke soevereiniteit van de lidstaten is hiermee wel blijven bestaan. Ze wordt echter door de basisregel van de niet-aanwendbaarheid van de nationale wetgeving — op grond van de derogatorische kracht van het gemeenschapsrecht, precies zover uitgehold als de integratiewil van de staten zelf reikt. De vorm waarin de Gemeenschappelijke norm tot stand kwam is hierbij van ondergeschikt belang tegenover de wil van de staten om hem, wanneer hun feitelijke betrachtingen dit eisen, derogatorische kracht te verlenen.

Lektuurkenmerken : De tekst wordt uitgebreid aangevuld met voetnoten van refererende of bibliografische aard. In talrijke noten wordt verder uitgewijd over interessante detailvragen.

Het werk is bovendien voorzien van een omvangrijk literatuuroverzicht en van een handig zakenregister. De originele en kundige behandeling van het precies omschreven thema maakt *Koördination und Integration als Rechtsprinzipien* tot een gewaardeerde lektuur voor specialisten op het gebied van de verhouding gemeenschapsrecht - nationaal recht. Voor de geïnteresseerde leek met een minimum aan juridische kennis, is het een gezichtsveld verruimend basiswerk, aangezien de auteur zich niet beperkt tot het Europese Gemeenschapsrecht, maar ook zijn belangstelling laat blijken voor de opties, — op het gebied van de rechtsschepping — van andere internationale economische instellingen.

Alfreda Regout

LANG, J., *Le plateau continental de la mer du Nord*, Paris (L.G.D.J.), Bibliothèque de droit international, LVIII, 1970, 168 p.

Contenu : Cet ouvrage est consacré à l'analyse de l'arrêt de la C.I.J. du 20 février 1969 dans les affaires jointes R.F.A./Danemark et R.F.A./Pays-Bas. Pour reprendre un mot de M. le professeur Charles Chaumont qui en a rédigé l'avant-propos, le livre de M. Lang « n'est pas tant un commentaire qu'une reconstruction » de cet arrêt. Après un exposé des circonstances du litige (facteurs géographiques et enjeu économique) et de la mission de la Cour, l'auteur présente un découpage logique des trois aspects fondamentaux dégagés par les juges de La Haye : inopposabilité à la R.F.A. de l'article 6 de la Convention de Genève du 29 avril 1958 sur le plateau continental (I, pp. 27-60); inexistence d'une règle de droit international général en matière de délimitation (II, pp. 61-121); indication aux parties des directives nécessaires pour effectuer finalement la délimitation (III, pp. 123-153).

Situées dans le contexte de la disision idéologique du monde et des difficultés d'obtenir un consensus homogène à l'égard des sources du droit, les conclusions de M. Lang s'articulent en trois propositions :

- parmi les sources du droit, la C.I.J. paraît exprimer une préférence pour le droit écrit plutôt que pour la coutume, dont elle analyse par ailleurs la nature, le mode de création et les effets — selon l'auteur, l'attitude de la Cour à cet égard n'est pas sans danger et pourrait susciter de nouveaux risques de difficultés (pp. 156-159);
- ensuite, la Cour lance un appel en faveur d'une ratification plus large et plus rapide des conventions multilatérales de codification;
- enfin, en reflétant l'incertitude de certaines de ses règles, la Cour souhaite une révision de la Convention de 1958, déjà préconisée dans divers milieux.

Valeur : L'ouvrage est d'une densité rarement atteinte dans les domaines aussi divers que les sources du droit, le droit de la mer et le raisonnement judiciaire.

Remarques d'ordre général : Une bibliographie et un index auraient complété heureusement ce livre dont la qualité et la quantité des informations sont incontestables. Mais cette réserve reste un détail formel. Une dizaine de croquis judiciaires illustrent l'argumentation de la Cour et celle de l'auteur.

Paul-F. Smets

QUENEUDEC, J.P., *Droit maritime international*, Recueil de textes, Paris (Pedone), 1971, 383 p.

M. Queneudec et son éditeur ont eu raison. Les textes juridiques relatifs au droit public de la mer et au droit du commerce maritime ont acquis une telle importance et une telle ampleur qu'il était temps de les réunir en un seul volume pour faciliter l'accès aux sources éparses d'une matière de plus en plus complexe. Cette initiative comblera les théoriciens et les praticiens avec une égale satisfaction.

En effet, tant le choix des textes que leur classement sont judicieux et réduisent l'arbitraire de pareille entreprise à sa plus simple expression.

Sept parties se partagent le recueil : le statut des espaces maritimes, la protection du milieu marin, le régime juridique des navires, la sécurité de la navigation, l'exploitation des ressources de la mer, les transports maritimes et enfin la responsabilité civile et la compétence juridictionnelle. Au total, 38 traités, accords, conventions, déclarations, protocoles significatifs de l'évolution d'une discipline particulièrement marquée par le développement des connaissances techniques et scientifiques.

Un index chronologique et un index alphabétique clôturent cette anthologie et en accélèrent la consultation. M. Queneudec a complété la gamme de nos outils de travail avec beaucoup de bonheur.

Paul-F. Smets

BUTLER, W.E., *The Soviet Union and the Law of the Sea*, Baltimore-Londres (Johns Hopkins Press), 1971, 245 p.

Contenu : Analyse des origines et du développement de la doctrine et de la pratique russes prérévolutionnaires et soviétiques dans les principales matières du droit de la mer : eaux territoriales, eaux intérieures, mers fermées, plateau continental, fonds marins, haute mer. Approche systématique et approfondie d'un intérêt majeur pour tous ceux qu'intéressent la codification et le développement progressif du droit international public maritime.

L'auteur a intégré des études publiées antérieurement dans l'*American Journal of International Law* et dans le *Harvard International Law Journal*, ainsi qu'une monographie publiée en 1967 chez Praeger et intitulée « The Law of Soviet Territorial Waters ». Ce livre est donc la somme de plusieurs années de travaux insérés dans un ensemble cohérent qui cerne les principaux régimes juridiques des différents espaces maritimes avec un luxe d'exemples tel que théorie et pratique sont à chaque page indissolublement liées.

Valeur des références et bibliographie : Le support documentaire de M. Butler est de première qualité; il est confirmé par une bibliographie sélective (pp. 203-215).

Index et tables : Une table des textes législatifs et réglementaires, une liste des traités cités et un index facilitent la consultation. Les diverses cartes qui émaillent l'ouvrage sont autant d'illustrations judicieuses qui concrétisent le raisonnement juridique.

P.S.

BETTATI, M., *Le conflit sino-soviétique*, Paris, (Armand Colin), 1971, 2 volumes dans la Collection U2, 270 et 333 p.

Contenu : M. Mario Bettati présente, ramassé en deux volumes de manuel, un exposé clair et fouillé des données d'un désaccord né entre partis communistes d'U.R.S.S. et de Chine et s'intensifiant de telle manière qu'il dégénéra en conflit entre Etat rivaux.

Le premier volume, consacré au conflit entre partis, contient une introduction où sont rappelés les différents stades de l'évolution des relations entre l'U.R.S.S. et la Chine populaire depuis l'élaboration des relations amicales par la signature des traités politiques et économiques des années 50 jusqu'au premier incident diplomatique de 1962 où le conflit déborde le cadre des partis et se transforme en opposition entre les deux Etats.

L'étude du conflit entre partis est entreprise sous deux angles. Examinant la détermination de la ligne intérieure du mouvement communiste international, l'auteur expose les divergences de vues et les motivations des protagonistes concernant le passage pacifique ou violent vers le socialisme — qui peut se faire avec ou sans l'aide de la bour-

geoisie —, et le passage au stade ultime : le communisme et le dépérissement de l'Etat. Il analyse ensuite l'attitude du P.C.U.S. et du P.C.C. à l'égard de Staline, du culte de la personnalité et de la déstalinisation. Les divergences de vues pour la ligne extérieure du parti communiste s'expriment dans un conflit majeur entre les partis sur la coexistence pacifique, les relations avec l'O.N.U., le désarmement, les relations avec l'Occident, le règlement des différends, la guerre, autant de domaines importants où les moyens et les motifs varient pour l'un et l'autre.

Le volume relatif au conflit entre les Etats est divisé en deux parties : l'une consacrée au contentieux sino-soviétique et l'autre à la rivalité des deux Etats face au tiers monde et face aux pays socialistes.

C'est ici que s'exprime le plus clairement la gravité du conflit interétatique. Si, au début, des incidents territoriaux mineurs détérioraient les relations entre les deux pays, ils devinrent sanglants à l'époque de la révolution culturelle. Un des problèmes de droit international soulevés par le conflit est celui des traités inégaux; M. Mario Bettati l'analyse à la lumière de l'article 53 de la convention de Vienne sur le droit des traités où l'attitude progressiste de l'U.R.S.S. à l'égard du *jus cogens* permet d'entrevoir une solution. Dans le cadre des relations économiques et techniques le retrait d'environ 1.400 techniciens soviétiques et la rupture de projets de coopération scientifiques et techniques contribua grandement à détériorer les relations interétatiques.

Enfin, l'auteur présente les attitudes rivales des deux pays à l'égard du tiers monde et des pays socialistes.

Annexe : Deux traités touchant aux problèmes territoriaux dont le Traité du 31 mai 1924 entre l'U.R.S.S. et la Chine où l'U.R.S.S. déclare non avenus les traités qui sont de nature à affecter « les droits souverains ou les intérêts de la Chine ».

Index : Absence d'index, mais la table des matières, fouillée et très découpée, permet de retrouver assez vite ce que l'on cherche.

Valeur des références : Les sources sur lesquelles ce travail repose sont constituées en ordre principal par les documents publiés par les partis communistes des deux pays ainsi que par les informations des agences de presse chinoise et soviétique.

Remarques d'ordre général : Voici un ouvrage qui tombe on ne peut mieux à propos, au moment où la Chine est représentée à l'O.N.U. et où elle s'ouvre au dialogue avec l'Occident. De style agréable, ces deux manuels bien structurés et contenant une mine de renseignements sont recommandés à tous ceux qui veulent savoir et comprendre le monde communiste.

D.S.